

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201646]

28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant les conditions sectorielles relatives aux crématoriums et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L1232-13, remplacé par le décret du 6 mars 2009 et modifié par les décrets du 23 janvier 2014 et du 14 février 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant les conditions sectorielles relatives aux crématoriums et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé;

Vu le rapport du 10 septembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 29 juin 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, a), 2^{ème} tiret, les mots « de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement » sont remplacés par les mots « des services du Gouvernement wallon compétent pour l'analyse de l'impact de l'environnement sur la santé »;

2° au § 1^{er}, a), 3^{ème} tiret, les mots « du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie » sont remplacés par les mots « de la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale »;

3° au § 1^{er}, b), les mots « ainsi que sur celui de la Direction de la Santé environnementale de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé » sont abrogés.

Art. 2. Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie » sont remplacés par les mots « de la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale »;

2° au § 4, les mots « de la Direction de la Santé environnementale de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé » sont remplacés par les mots « des services du Gouvernement wallon compétent pour l'analyse de l'impact de l'environnement sur la santé ».

Art. 3. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 4. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. Pour toute sépulture en pleine terre, seuls les cercueils fabriqués en bois massif ou en d'autres matériaux biodégradables n'empêchant pas la décomposition naturelle et normale de la dépouille, peuvent être utilisés.

L'usage de cercueils en carton et de cercueils en osier est autorisé.

L'usage d'une doublure en zinc est interdit.

Les housses destinées à contenir les dépouilles sont fabriquées exclusivement dans des matériaux ou tissus naturels et biodégradables.

Les colles, vernis, matériaux de colmatage et autres enduits ne peuvent pas empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille.

Les matériaux synthétiques ou les métaux utilisés pour les poignées, les ornements et les éléments de raccord tels que clous, vis, agrafes, pinces et couvre-joints en métal sont autorisés.

Les garnitures intérieures des cercueils, tels que draps de parure, matelas, couvertures, coussins, peuvent uniquement se composer de produits naturels biodégradables. L'intérieur des coussins et des matelas est composé de produits naturels biodégradables.

Les conditions auxquelles le cercueil doit satisfaire et qui sont prévues par cet article ne sont pas applicables aux cercueils utilisés pour le transport international des dépouilles. Le cercueil utilisé pour le transport international ne peut pas être inhumé. Le cercueil qui sera inhumé répondra aux exigences définies aux alinéas 1^{er} à 7. ».

Art. 5. L'article 18 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. Pour toute sépulture en caveau, seuls les cercueils fabriqués en bois massif, équipés d'une doublure en zinc avec soupape, les cercueils en métal ventilés ou les cercueils en polyester ventilés peuvent être utilisés.

L'usage de cercueils en carton et en osier est interdit.

Les housses destinées à contenir les dépouilles restent entièrement ouvertes.

Les colles, vernis, matériaux de colmatage et autres enduits ne peuvent pas empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille.

Les matériaux synthétiques ou les métaux utilisés pour les poignées, les ornements et les éléments de raccord tels que clous, vis, agrafes, pinces et couvre-joints en métal sont autorisés. La solidité des poignées équipant les cercueils en bois massif est garantie lors des exhumations de confort et des assainissements.

Les garnitures intérieures des cercueils, tels que draps de parure, matelas, couvertures, coussins, peuvent uniquement se composer de produits naturels biodégradables. L'intérieur des coussins et des matelas est composé de produits naturels biodégradables.

Les conditions auxquelles le cercueil doit satisfaire et qui sont prévues par cet article ne sont pas applicables aux cercueils utilisés pour le transport international des dépouilles. Le cercueil utilisé pour le transport international ne peut pas être inhumé sauf s'il répond aux exigences définies aux alinéas 1^{er} à 6. ».

Art. 6. L'article 41 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme :

« Toute sépulture d'une victime de guerre, civile ou militaire, est une sépulture d'importance historique locale. ».

Art. 7. Dans l'article 42, alinéa 2 du même arrêté, les mots « au Département du Patrimoine » sont remplacés par les mots « à la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale ».

Art. 8. Dans l'article 44 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie » sont remplacés par les mots « de la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « au Département du Patrimoine » sont remplacés par les mots « à la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale ».

Art. 9. Dans l'arrêté précité, est inséré un chapitre VIII^{bis} intitulé " Identification du service compétent visé aux articles L1232-2, L1232-21 et L1232-28 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation " comportant un article, rédigé comme suit :

« Art. 45^{bis}. La Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale est le « service désigné par le Gouvernement », tel que visé aux articles L1232-2, L1232-21 et L1232-28 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. ».

Art. 10. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant les conditions sectorielles relatives aux crématoriums et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé, à l'annexe 1^{ère}, alinéa 1^{er}, 1., les mots « ou en carton, ou en osier, » sont insérés entre les mots « bois massif » et les mots « ou en MDF ».

Art. 11. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{ère}, alinéa 1^{er}, 2. est remplacée par ce qui suit :

« Le cercueil en bois massif, en MDF et en Aggloméré est d'une épaisseur de 15 mm minimum et 25 mm maximum. Le cercueil en carton est d'une épaisseur de 8 mm minimum. ».

Art. 12. Le décret du 14 février 2019 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures et le présent arrêté entrent en vigueur le 15 avril 2019.

Art. 13. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201646]

28 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 6 maart 2009 tot wijziging van hoofdstuk II van titel III van boek II van deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de crematoria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, artikel L1232-13, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009 en gewijzigd bij de decreten van 23 januari 2014 en 14 februari 2019;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 6 maart 2009 tot wijziging van hoofdstuk II van titel III van boek II van deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de crematoria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 juli 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval;

Gelet op het rapport van 10 september 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 29 juni 2018;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 18 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 6 maart 2009 tot wijziging van hoofdstuk II van titel III van boek II van deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, *a*), tweede streepje, worden de woorden "van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu" vervangen door de woorden "van de diensten van de Waalse Regering bevoegd voor de analyse van de impact van het leefmilieu op de gezondheid";

2° in § 1, *a*), derde streepje, worden de woorden "van het Departement Erfgoed van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie" vervangen door de woorden "van het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie";

3° in § 1, *b*) worden de woorden "alsook op het advies van de Directie Milieugezondheid van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid" opgeheven.

Art. 2. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 3, eerste lid, worden de woorden "van het Departement Erfgoed van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie" vervangen door de woorden "van het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie";

2° in § 4 worden de woorden "van de Directie Milieugezondheid van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid" vervangen door de woorden "van de diensten van de Waalse Regering bevoegd voor de analyse van de impact van het leefmilieu op de gezondheid".

Art. 3. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 17. Voor ieder graf in volle grond mogen alleen doodskisten uit massief hout of andere biologisch afbreekbare materialen, die de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk niet beletten, worden gebruikt.

Het gebruik van kartonnen doodskisten en rieten doodskisten is toegelaten.

Het gebruik van een zinklaag is verboden.

Lijkzakken mogen enkel bestaan uit natuurlijke en biologische afbreekbare materialen en stoffen.

Lijmen, vernissen, opvullingsmaterialen en andere afdekklagen mogen de normale en natuurlijke ontbinding van het lijk niet beletten.

Kunststoffen of metalen die worden gebruikt voor handvatten, sierstukken en verbindingselementen als spijkers, schroeven, nieten, klemmen en metalen voeglatten zijn toegestaan.

De binnenafwerking van de doodskisten zoals sierlakens, matrassen, dekens, kussens, mag enkel bestaan uit natuurlijke, biologisch afbreekbare stoffen. Het binnenste deel van de kussens en matrassen bestaat enkel uit natuurlijke, biologisch afbreekbare stoffen.

De voorwaarden waaraan de doodskist moet voldoen en die vervat zijn in dit artikel zijn niet toepasselijk op doodskisten bestemd voor het internationaal lijkenvervoer. De voor het internationaal vervoer gebruikte doodskist mag niet begraven worden. De doodskist die zal worden begraven, zal aan de eisen bepaald in de leden 1 tot en met 7 moeten voldoen.”

Art. 5. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

”Art. 18. Voor ieder graf in een grafkelder mogen alleen de doodskisten uit massief hout, voorzien van een zinken bekleding met een klep, de geventileerde metalen doodskisten of geventileerde polyester doodskisten worden gebruikt.

Het gebruik van kartonnen doodskisten en rieten doodskisten is verboden.

Lijkzakken blijven volledig open.

Lijmen, vernissen, opvullingsmaterialen en andere afdekklagen mogen de normale en natuurlijke ontbinding van het lijk niet beletten.

Kunststoffen of metalen die worden gebruikt voor handvatten, sierstukken en verbindingselementen als spijkers, schroeven, nieten, klemmen en metalen voeglatten zijn toegestaan. De stevigheid van de handgrepen waarmee de doodskisten uit massief hout worden uitgerust, wordt tijdens de comfortopgravingen en saneringen gewaarborgd.

De binnenafwerking van de doodskisten zoals sierlakens, matrassen, dekens, kussens, mag enkel bestaan uit natuurlijke, biologisch afbreekbare stoffen. Het binnenste deel van de kussens en matrassen bestaat enkel uit natuurlijke, afbreekbare stoffen.

De voorwaarden waaraan de doodskist moet voldoen en die vervat zijn in dit artikel zijn niet toepasselijk op doodskisten bestemd voor het internationaal lijkenvervoer. De voor het internationaal vervoer gebruikte doodskist mag niet begraven worden tenzij hij aan de eisen bepaald in de leden 1 tot en met 6 voldoet.”

Art. 6. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”Ieder graf van een burgerlijk of militair oorlogsslachtoffer is een graf van plaatselijk historisch belang.”

Art. 7. In artikel 42, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “aan het Departement Erfgoed” vervangen door de woorden “aan het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie”.

Art. 8. In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “van het Departement Erfgoed van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie” vervangen door de woorden “van het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie”;

2° in het tweede lid worden de woorden “aan het Departement Erfgoed” vervangen door de woorden “aan het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie”.

Art. 9. In bovenvermeld besluit wordt een hoofdstuk VIIIbis met als opschrift “Identificatie van de bevoegde dienst bedoeld in de artikelen L1232-2, L1232-21 en L1232-28 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie” dat één artikel omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 45bis. Het Operationele Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie is “de door de Regering aangewezen dienst”, zoals bedoeld in de artikelen L1232-2, L1232-21 en L1232-28 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.”.

Art. 10. In bijlage 1, eerste lid, 1., bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de crematoria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 juli 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval worden de woorden “of uit karton, of uit riet” ingevoegd tussen de woorden “uit massief hout” en de woorden “ of uit MDF”.

Art. 11. In hetzelfde besluit, wordt bijlage 1, eerste lid, 2., vervangen door wat volgt:

”De doodskist uit massief hout, uit MDF en uit spaanplaat heeft een dikte van minimum 15 mm en maximum 25 mm. De doodskist uit karton heeft een dikte van minimum 8 mm.”.

Art. 12. Het decreet van 14 februari 2019 wijziging van hoofdstuk II van titel III van boek II van Deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de begraafplaatsen en de lijkbezorging en dit besluit treden in werking op 15 april 2019.

Art. 13. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE